

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 608

Rubrik: Reçu et lu

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

illichien (l'Ecole, l'Université, l'Hôpital, la Police, la Justice, les Médias, etc.) intéresse la gauche dans la mesure où ces institutions tendent *à la fois* (en raison même de leur but idéal: enseigner, soigner, protéger, informer) à se mettre en situation de monopole, donc en situation privilégiée, tout en tenant, idéologiquement, un discours d'exigence égalitaire, qui ne les remet pas en cause, mais qui les protège.

A la fois: toute la critique tient dans cette simultanéité.

Cette approche exigera d'autres développements.

A. Gavillet

REÇU ET LU

Face à Ringier et à Jean Frey

La «Weltwoche» (Jean Frey SA) relève la tête sous l'attaque de Ringier lançant «Die Woche» à coup de millions: le changement de climat rédactionnel n'a probablement été perçu jusqu'ici que par les habitués de la vénérable institution zurichoise; mais le fait est là: face à la menace, la «Weltwoche» ne s'est pas raidie, comme on pouvait le prévoir, sur des positions encore plus conservatrices, se repliant en quelque sorte sur des bataillons de fidèles convaincus et attachés aux valeurs traditionnelles; elle semble jouer le jeu d'une certaine ouverture, défiant en somme sa rivale avec ses propres armes. Qui lira, verra.

C'est sur un tout autre terrain que se profile un autre hebdomadaire, longtemps attendu en Suisse alémanique, et dont le premier numéro est daté du 1^{er} octobre: «Die Wochenzeitung» (Weinbergstr. 31, 8006 Zurich). Là, on est au royaume de la «Contre-information», sans ambition de toucher une «élite» de lecteurs, ni même d'en créer une au fil des semaines. «Contre-informer»? Tenter de mettre en circulation des informations passées sous silence ailleurs pour des raisons commerciales ou

des interdits politiques. Le pari est ambitieux, le «créneau» bien différent de celui visé par les publications inventées pour correspondre au goût du jour (référence sacro-sainte: les études de marché). «Die Wochenzeitung» (imprimée à Bâle) en chiffres. Capital de départ: Fr. 600 000.—, dont plus des deux tiers sous forme de prêts. Collectif de rédaction: quinze personnes. Budget pour la première année: près d'un million. But pour la première année: 6000 abonnés (2500 aujourd'hui) et presque autant de ventes au numéro — on table sur un déficit de Fr. 90 000.— en 1981/1982 et sur des comptes équilibrés fin 1983. On ne refuse pas la publicité.

Le premier numéro indique clairement la couleur. Rien à voir avec «tell» dont les ambitions premières recouvraient «grosso modo» les professions de foi de la «WoZ»: une présentation sévère (dans la ligne de «Konzept», le mensuel dont elle prend la relève) et des sujets bien dans l'actualité des mouvements «alternatifs» nés ici et là depuis des années, forages de la Cedra, interruption de grossesse, radio locale, entre autres. Seize pages grand format et un morceau de bravoure: un échange de lettres entre Niklaus Meienberg et le président de la ville de Zurich Sigmund Widmer.

— Nouvelle presse hebdomadaire de gauche et nouvelles difficultés pour la presse quotidienne d'obédience socialiste: on discute ces jours-ci de la survie de l'«Ostschweizer AZ» (et de ses quelque 3000 abonnés) et de l'imprimerie saint-galloise qui assume sa parution depuis des années.

— Toujours sur le front des hebdomas: la «WoZ» révèle que «Die Woche» (Ringier) devait publier un article sur les circonstances de sa naissance, mais que l'éditeur de «Blick» y a renoncé au dernier moment (intervention au sommet). Raison plausible: le quatrième numéro de «Die Woche» devait être envoyé gratuitement à 140 000 destinataires triés sur le volet en Suisse allemande (même opération pour «L'Hebdo» en Suisse romande: 50 000 adresses) à fin de propagande et on tenait pas à trop parler d'un «concurrent». Il n'y a pas de

petit profit. La «Schweizerische Handelszeitung» publie (N° 40) les premiers chiffres de vente de «Die Woche»: 45 000 pour la première semaine et 35 000 la deuxième (15 000 et 14 000 pour «L'Hebdo»).

— Fresque peu ordinaire dans le dernier numéro de «Vers un développement solidaire» (c.p. 97, 1000 Lausanne 9): quinze pages d'enquêtes et de faits précis cernant le «racket bananier». Où le lecteur est pris au sérieux.

DISCOURS POLITIQUE

Dire n'importe quoi, successivement

On prétend qu'une des causes de l'abstentionnisme serait cette certitude populaire que, de toute façon, «ils font comme ils veulent». On-dit du reste inexact: le contrôle des institutions existe, et d'autre part les faits sont têtus.

Ce qui en revanche crée un brouillard, l'incompréhension et le désintéressement, c'est la capacité de la propagande de dire une chose et son contraire. Par exemple.

On se souvient que M. Debétaz, ancien conseiller d'Etat radical vaudois, portait fièrement et avantageusement le titre de M. Locataire.

Ce fut utile.

Aujourd'hui, M. Delamuraz, nouveau conseiller d'Etat du même parti, successeur de M. Debétaz, déclare au quotidien «24 Heures» que la commission du logement, qui a longtemps dormi sur ses deux oreilles, va se réunir prochainement, le 5 octobre précisément (M. Delamuraz est entré en fonctions en mai dernier, ce qui laisse cinq mois pour agender). Et l'ancien syndic de Lausanne d'ajouter, entre guillemets: «Je viens de reprendre les affaires de ce département, tout ne peut pas être fait en un jour. Mais il y a un retard fâcheux à combler.»

Après M. Locater, voici M. Locaquater.